

L'ARTIFICE...

Il nous faut reconnaître que, depuis le Docteur Goebbels, la propagande, aujourd'hui rebaptisé "communication", l'art de nous faire prendre des vessies pour des lanternes, a singulièrement progressé.

Le 15 janvier 1992, une intersyndicale qui réunissait, à Angers, les unions départementales C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.C., C.G.T., F.E.N., rend publique une déclaration qui débute par l'affirmation suivante:

«La question de l'emploi n'est pas une question comme les autres. Elle génère des situations humaines et sociales dramatiques; elle procède d'un contexte économique très inquiétant. Elle est un élément clé qui joue sur tous les autres: salaires, protection sociale, conditions de travail, retraite, etc...».

Ainsi, pour les syndicats *«recompositeurs»* auxquels s'ajoute la C.G.T., tous plus ou moins inféodés au pouvoir, il existerait une *«question de l'emploi»*... une sorte de maladie d'origine divine, conséquence probable du péché originel, qui serait à l'origine de tous nos maux.

Autrement dit, l'aggravation dramatique du chômage ne devrait rien à la politique d'austérité mise en œuvre en 1982 et, depuis, poursuivie avec persévérance. Mieux, le blocage des rémunérations, la remise en cause de notre système de protection sociale, le démantèlement du service public, bref, la politique réactionnaire de nos gouvernants leur serait *«imposée»* par cette *«question pas comme les autres»*! Ah! Qu'en termes galants ces choses-là sont dites!

Dans ces conditions, il ne nous resterait plus qu'à chanter en cœur avec Mesdames Cresson et Aubry qui nous proposent de lutter *«pour l'emploi»*, à l'aide de formules incantatoires, les seules (avec les sacrifices!) auxquelles on peut recourir contre les décrets divins qui nous condamneraient à l'enfer du chômage que le seigneur et maître de l'hôte de Matignon qui, lui, siège à l'Élysée, avait pourtant, en 1981, promis d'éradiquer.

Mais, me direz-vous, cet artifice n'est pas nouveau, déjà en 1982 on nous invitait à sacrifier notre pouvoir d'achat quand ce n'était pas notre dignité sur l'autel de la lutte contre le chômage... On sait ce qu'il en est advenu

Inutile de préciser que ces gesticulations syndicalo-gouvernementales sont en totale contradiction avec l'action menée le 24 octobre, à l'appel de notre organisation, par les travailleurs qui, exigeant une lutte effective pour l'emploi par l'augmentation du pouvoir d'achat, c'est-à-dire par une revalorisation des salaires, pensions et retraites, et par le maintien de notre système de protection sociale, autrement dit de notre *«salaire différé»*.

A la vérité, tout se passe comme si l'actuelle *«majorité présidentielle»* essayait de conjurer les périls électoraux par le recours à de misérables expédients, et ce, avec le concours de pseudo-organisations syndicales qui, pour des raisons diverses, se font ses complices.

Les manifestations *«pour l'emploi»* sans dénonciation des causes réelles du chômage s'inscrivent dans une stratégie de recours systématique à l'artifice au même titre que les manifestations d'union nationale *«contre le racisme et la xénophobie»* dont vous et moi nous rendrions coupables!

Mais les princes qui nous gouvernent et leurs agents auraient tort de s'illusionner.

Rien ni personne ne saurait empêcher les travailleurs de s'organiser sur tous les plans, pour la défense de leurs intérêts.

Rien ni personne ne saurait nous empêcher de maintenir, dans ce pays, un mouvement syndical bien vivant et indépendant.

Aucun artifice, si habilement conçu soit-il, ne saurait empêcher le citoyen de se souvenir, notamment au moment de déposer (ou non!) un bulletin dans l'urne.

Aucune manifestation bidon, avec ou sans le concours de la C.G.T., ne saurait empêcher les travailleurs d'exprimer, le moment venu, leur colère et leur rancœur y compris par la grève générale.

Telles sont pour ceux qui veulent voir et entendre les leçons de l'histoire.

Mais, par définition, les hommes de pouvoir sont aveugles et sourds.

Alors, adviene que pourra!

Alexandre HÉBERT.
